

<https://larcenciel.be/spip.php?article1344>



# « Pour en finir avec la pandémie, levons les brevets vaccinaux »

- ÉVÉNEMENTS et ACTUALITÉS - ESPACE CORONAVIRUS - ESPACE CORONAVIRUS (je commence en 2020...) - La saga des VACCINS -

Date de mise en ligne : mardi 18 janvier 2022

---

Copyright © LARCENCIEL - site de Michel Simonis - Tous droits réservés

---

**EXTRAITS d'un [entretien de REPORTERRE avec Jérôme Martin](#)**, cofondateur de l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament (OTMeds).

Lever les brevets sur les vaccins est le bon moyen pour stopper la pandémie de Covid-19, certifie Jérôme Martin.

Les pays pauvres pourraient ainsi produire leurs vaccins.

**Jérôme Martin** â€” Tant que l'accès aux vaccins n'est pas favorisé partout, les variants continueront d'émerger. Dans ce sens, la cinquième vague et omicron ne sont pas une surprise : c'est le résultat de choix politiques. Le fait de ne pas avoir permis une large vaccination à travers le monde, et d'avoir empêché les pays du Sud de vacciner, a largement favorisé la circulation du virus et l'apparition de variants.

(...) Tant que ces inégalités vaccinales perdureront, on ne sortira pas de la crise sanitaire. Pour en finir avec la pandémie, il faut lever les brevets, pour que les pays pauvres puissent produire leurs vaccins.

**Vous dites que l'Europe a empêché les pays du Sud de vacciner, qu'entendez-vous par là ?**

Pour le moment, les pays riches se sont contentés de coopérations basées sur le volontariat, comme Covax [1]. Toutes ces initiatives volontaires sont un échec. L'Europe fait valoir des dons et des exportations de doses. Sauf que cela ne fonctionne pas. [Début décembre, le Nigeria a dû jeter un million de doses !](#)

(...) Les pays en développement doivent être autorisés à produire leurs vaccins. Il faut aussi qu'on puisse produire des génériques. La plupart des pays du Sud ont des capacités de production. En Afrique du Sud, un laboratoire produit des vaccins Janssen, mais les exporte tous vers des pays riches. Cette logique de l'offre et de la demande, qui détermine tout le processus, est fatale, il faut remettre des logiques de santé publique. On ne peut pas dépendre du bon vouloir des firmes pharmaceutiques, qui chercheront toujours, avant tout, à maximiser leurs profits. Les États ne peuvent laisser les multinationales pharmaceutiques mener la politique vaccinale mondiale.

Cela passe par la levée des barrières de la propriété intellectuelle. C'est tout à fait possible, c'est une des clauses de l'accord de l'Organisation mondiale du commerce. Un brevet doit normalement être justifié par un investissement et une prise de risque. Sauf que les vaccins contre le Covid-19 ont été faits avec beaucoup d'argent public. Aux États-Unis, le secteur public a investi quelque 17,2 milliards de dollars dans les recherches qui ont permis l'élaboration de la technologie ARN messenger. Moderna et Pfizer ont aussi reçu énormément de subventions.

**Qu'est-ce qui bloque ?**

L'Europe a toujours été un ardent défenseur de la propriété intellectuelle contre l'accès aux soins. En tant qu'anciens militants de la lutte contre le sida, nous avons dû combattre les agences européennes, qui soutenaient les brevets, dans les instances internationales ou lors de la négociation d'accords de libre-échange. Derrière, il s'agit pour les pays européens de défendre leurs « champions nationaux », Sanofi, Pfizer...

(...) On est totalement dépendants de la com' des firmes, de ce qu'elles veulent bien nous dire. On manque d'information, de données. On ne sait pas combien d'argent public ont reçu les entreprises, combien

d'investissements elles ont faits, et on a très peu de détails sur les recherches faites par ces firmes sur les vaccins. Les contrats signés entre les laboratoires et la Commission européenne sont très difficilement accessibles. Tout cela participe à la défiance vaccinale.

[Soutenir Reporterre](#)

---

[1] Le système Covax, mis en place en 2020 sous l'égide de l'OMS, vise à fournir des vaccins contre le Covid-19 à tous les pays. D'ici fin 2021, le dispositif Covax ambitionnait de vacciner au moins 20 % de la population de chaque pays participant.